



Violences sexuelles à Bétharram : les victimes de pédocriminalité doivent être entendues et les auteurs et leurs soutiens sanctionnés

Ce communiqué est une expression de notre indignation et de notre détermination à lutter contre toute forme de violence et de dissimulation au sein du système éducatif et particulièrement de l'enseignement catholique sous contrat.

Suite aux récentes révélations concernant les violences physiques et les agressions sexuelles au collège-lycée Notre-Dame de Bétharram et face au silence coupable qui a trop longtemps prévalu, le Sundep-Solidaires et SUD éducation, en tant que syndicats engagés pour la défense des droits des élèves et des personnels de l'éducation, demandent que la vérité soit faite et que les responsables soient sanctionnés.

Depuis 1957, plus de cent victimes ont déclaré avoir subi des violences sexuelles au sein de l'institution privée sous contrat catholique Notre Dame de Betharram, aujourd'hui appelée le Beau Rameau, près de Pau. Ces dénonciations concernent des agressions sexuelles et des viols perpétrés par des adultes de l'établissement, notamment le père Henri Lamasse ou encore plus récemment le père Silviet Carricart, alors directeur de l'établissement. À cela s'ajoutent des punitions corporelles qui s'apparentent à des tortures faites aux enfants dans l'impunité la plus totale au sein d'une structure financée par l'État sous l'égide du Ministère de l'Éducation nationale.

Cette affaire illustre l'ampleur des violences pédocriminelles. Les enfants sont les premières victimes des violences sexuelles. Une fille sur cinq et un garçon sur treize sont concerné-es. La plupart des enfants victimes connaissent leurs agresseurs, qui sont des adultes ayant une autorité sur elles et eux. Le rapport Sauvé sur les violences sexuelles dans l'Église montre que

les institutions scolaires catholiques figurent parmi les principaux lieux de ces violences. Le Sundep-Solidaires et SUD éducation dénoncent des violences sexuelles sur les mineur·es survenues dans les milieux scolaires privés et publics ces dernières années. Malgré les conclusions du rapport Sauvé et de la Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants (CIIVISE), les pouvoirs publics ne se donnent toujours pas les moyens pour lutter contre les violences pédocriminelles, notamment à l'école. Lorsque la parole des élèves se libère, elle se heurte trop souvent au silence complice de l'administration qui ne protège pas les victimes et qui refuse de sanctionner véritablement les agresseurs. Aujourd'hui, les violences survenues à Bétharram nous montrent que la parole des enfants se heurte aussi aux politiques qui soutiennent et couvrent les agresseurs.

À ce titre, malgré ses dénégations, il semble difficile de croire que François Bayrou, ancien ministre de l'Éducation nationale, maire de Pau et ancien président du conseil général du département des Pyrénées atlantiques, n'ait pas été avisé de cette affaire pédocriminelle. Son absence de réaction et son absence de réponse aux sollicitations des victimes sont scandaleuses et appellent des explications publiques. Nos organisations croient les victimes et leur famille et se tiennent à leurs côtés.

Le Sundep-Solidaires et SUD éducation exigent que toute la vérité soit faite sur cette affaire, à l'instar des recommandations du rapport Sauvé et des travaux de la CIIVISE. Les victimes méritent justice, et la société mérite des responsables politiques intègres et transparents. François Bayrou doit assumer ses responsabilités, et une commission d'enquête parlementaire chargée de faire la lumière sur les défaillances de fonctionnement des établissements scolaires (privés et publics) quant à la protection des enfants.

Nous réaffirmons notre engagement pour une éducation sûre et respectueuse des droits de chacun·e. Les établissements scolaires doivent être des lieux de protection et d'épanouissement, non de violence et de souffrance. La démission des responsables et la nomination d'une commission d'enquête parlementaire sont deux étapes nécessaires pour restaurer la confiance dans nos institutions éducatives. Nous exigeons que la parole des élèves soit entendue : dans chaque académie, dans chaque établissement scolaire, dans chaque école, des actions de prévention doivent être menées et des personnels doivent être en mesure d'entendre la parole des victimes et de les accompagner. Les adultes ayant commis des faits de violences pédocriminelles n'ont pas leur place dans les établissements scolaires. Leurs soutiens n'ont rien à faire au gouvernement.

Le Sundep-Solidaires et SUD éducation, membres de l'Union syndicale Solidaires, demandent la démission de tous les responsables de ces violences sexuelles au sein de l'institution Bétharram et des personnes qui les ont couverts.

Le Sundep-Solidaires et SUD éducation apportent leur soutien inconditionnel à toutes les victimes de Betharram et plus largement à toutes les victimes de violences sexuelles subies au sein de l'Éducation nationale.

Le Sundep-Solidaires et SUD éducation appellent la Ministre de l'Éducation nationale à fermer l'établissement du Beau Rameau, anciennement Notre Dame de Betharram, et à se donner les moyens de contrôler réellement les établissements privés sous contrat.

Le Sundep-Solidaires et SUD éducation rappellent leur combat pour un service public d'éducation émancipateur et revendiquent la nationalisation de l'enseignement privé, sans indemnité ni rachat, en transférant ses personnels dans les corps correspondants de l'enseignement public.